



CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL : LA RÉALITÉ DANS LES SERVICES DE LA DDFIP 77

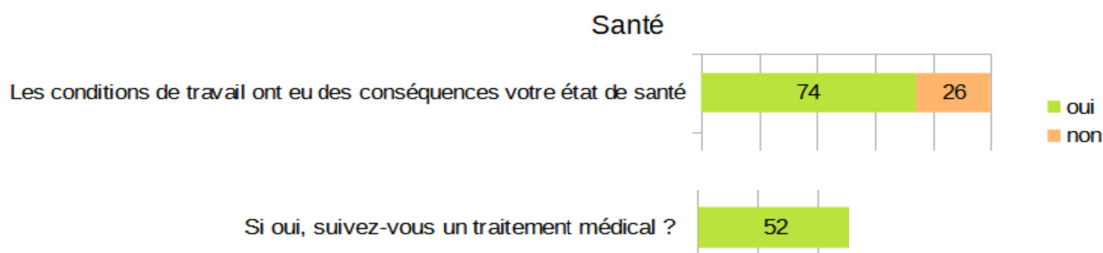
La CGT Finances publiques 77 avait lancé une consultation auprès des agent(e)s du 77 et vous avez été nombreux à nous répondre.

Lors de nos visites de sites, vous avez exprimé vos revendications avec force face à la dégradation des conditions de travail au sein de la DDFiP.

Aujourd'hui, nous vous partageons quelques résultats qui mettent en lumière vos ressentis, vos difficultés et vos souffrances au travail. Ces éléments confirment ce que la CGT Finances Publiques 77 **n'a cessé et ne cessera pas de dénoncer auprès de la DDFiP77 et de la DG** : vos services sont confrontés à des situations dégradées qui nuisent à votre santé, à votre bien-être au travail et à l'exercice serein de vos missions.

(Analyse faite sur un échantillon de 100 agent(e)s)

1/ LA SANTÉ DES AGENT(E)S : un signal d'alerte très fort



Les données montrent une dégradation importante de la santé liée au travail.

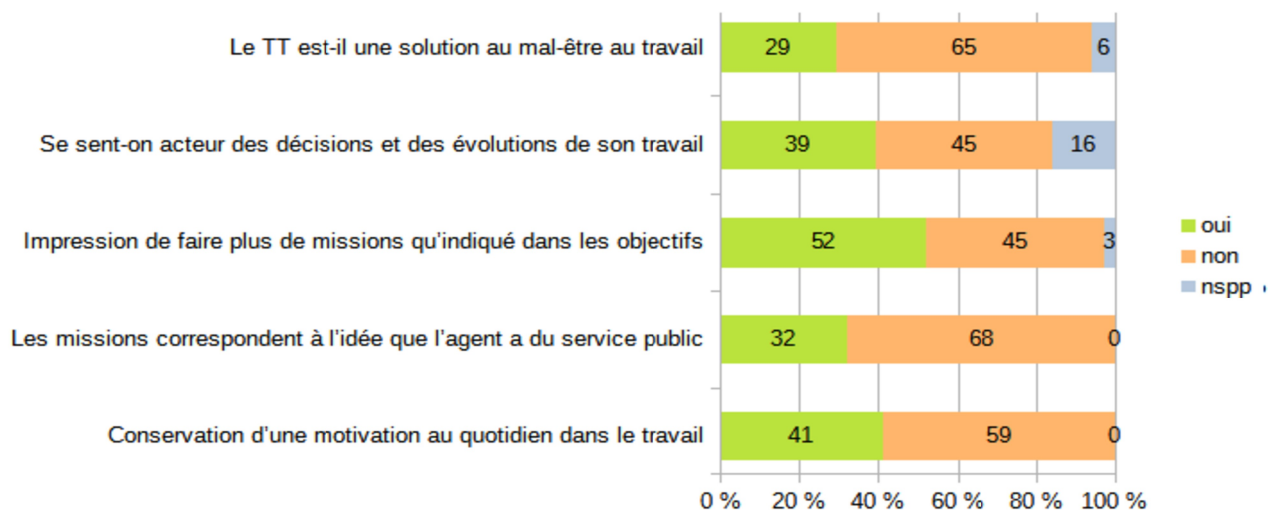
- 74 % des agents déclarent que leurs conditions de travail ont eu des conséquences sur leur santé.
- 52 % suivent un traitement médical lié à cette situation.

Les témoignages des agent(e)s évoquent des pathologies graves ou durables :

- stress et fatigue chronique, trouble du sommeil
- troubles musculo-squelettiques
- anxiété, dépression, déprime
- burn-out
- migraines
- acouphènes
- AVC

Notre département subit actuellement des situations particulièrement inquiétantes en matière de risques psychosociaux au sein de certains services de la DDFiP 77.

2/ BIEN ÊTRE AU TRAVAIL : Perte de sens et de démotivation au travail

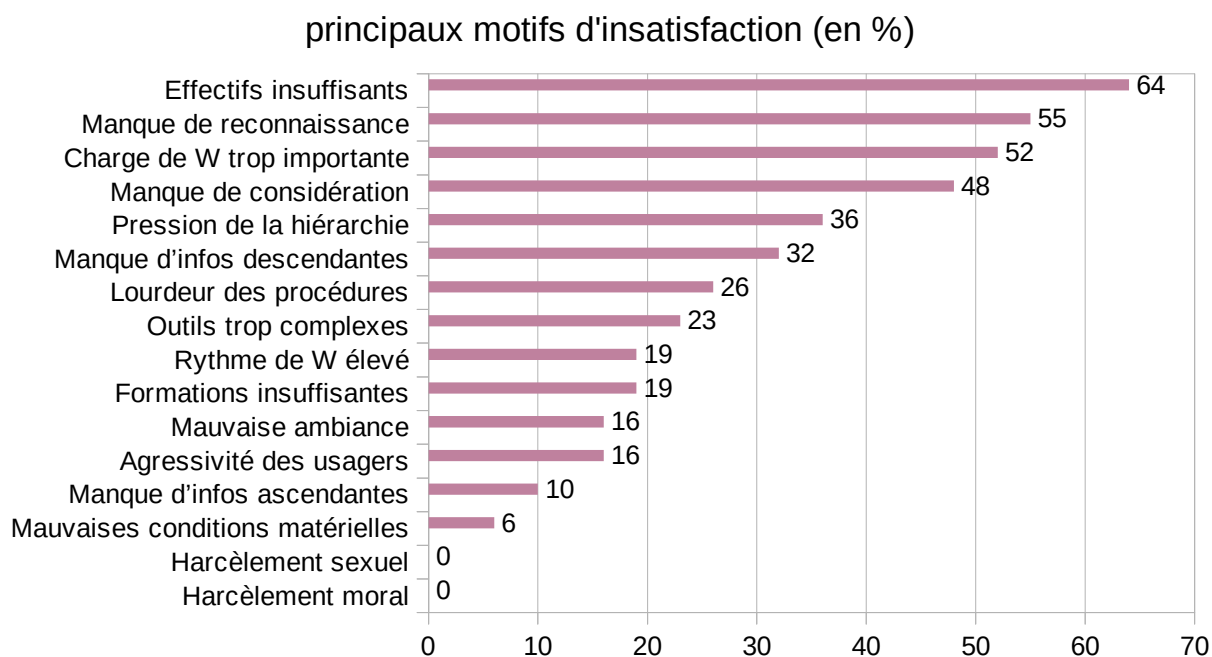


Principaux résultats :

- 65 % des agent(e)s pensent que le télétravail n'est pas une solution au mal-être.
- 45 % ne se sentent pas acteurs des décisions.
- 68 % estiment que les missions ne correspondent plus à l'idée du service public.
- 59 % disent ne plus garder de motivation au quotidien.

Le constat est clair : Le démantèlement des missions et la transformation des métiers au sein de la DGFIP ont provoqué une perte de sens du travail pour les agent(e)s et une démotivation quotidienne au travail. Le télétravail apparaît comme un amortisseur au mal être au travail mais pas une solution.

3/ LES PRINCIPAUX MOTIFS D'INSATISFACTION

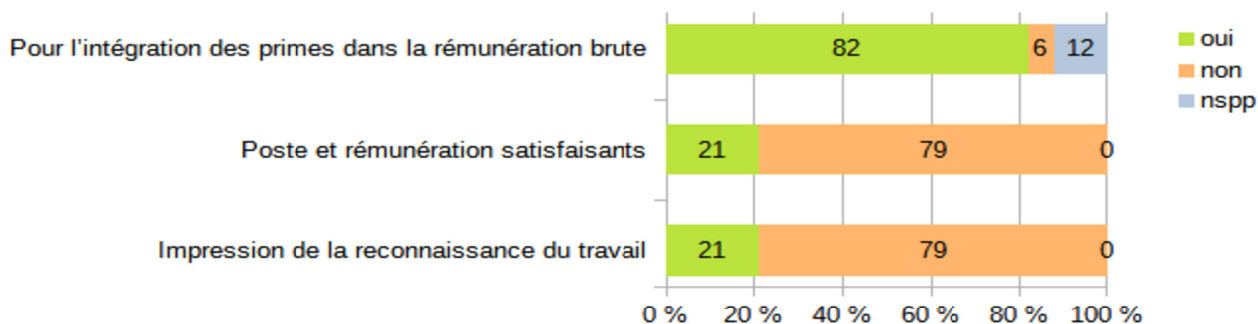


Les agent(e)s identifient clairement les premières causes qui sont :

1. Manque de reconnaissance
2. Manque de considération
3. Manque d'informations descendantes
4. Outils trop complexes
5. Formations insuffisantes
6. Agressivité des usagers
7. Conditions matérielles

Les facteurs relationnels et managériaux sont nettement mis en cause par les agent(e)s dans la dégradation de leurs conditions de travail. Les agent(e)s souffrent également d'un manque de reconnaissance professionnelle.

4/ REMUNERATION : Un rejet massif de la situation

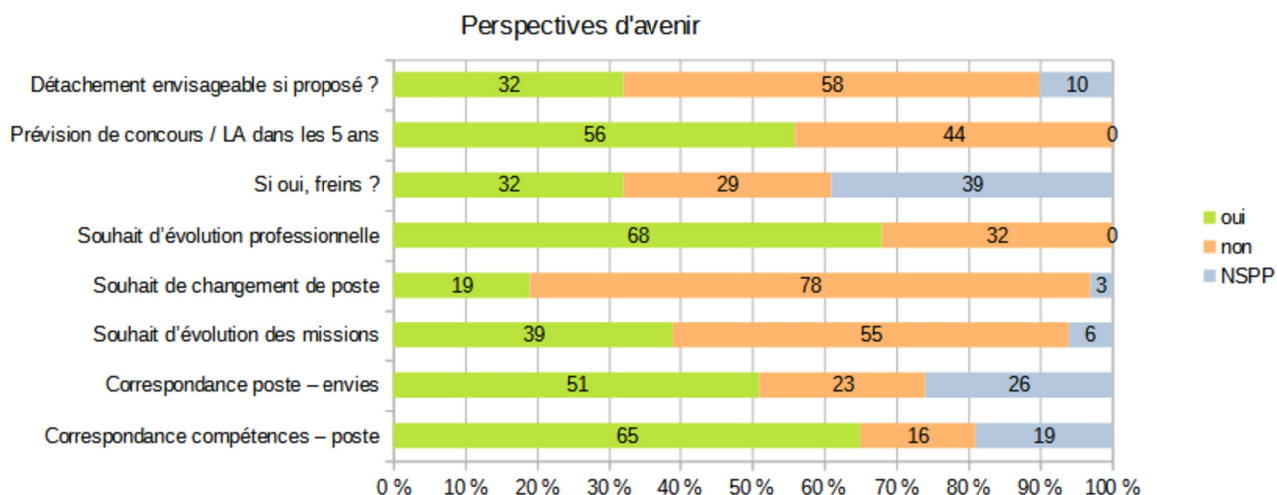


Point fort des revendications des agent(e)s :

- 79 % jugent leur rémunération insatisfaisante.
- 79 % n'ont pas l'impression que leur travail est reconnu.
- 82 % souhaitent l'intégration des primes dans le salaire.

Les agent(e)s ont exprimé leur colère face au gel des salaires, à la perte de pouvoir d'achat depuis des années, au manque de reconnaissance, aux promotions insuffisantes. Le sentiment d'injustice salariale est très fort.

5/ PERSPECTIVES D'AVENIR : Démotivation et blocages



- 78 % des agent(e)s ne souhaitent pas changer de poste (fatigue de la mobilité).
- 68 % souhaitent évoluer professionnellement.
- 56 % envisagent de passer un concours ou une liste d'aptitude.

La clause de mobilité est le frein majeur aux perspectives d'avenir des agent(e)s. Les agent(e)s ont de plus dénoncé auprès des militant(e)s CGT Finances Publiques 77 un système d'évolution qui n'est pas attractif, des missions sans intérêts gérées par des politiques de chiffrage et de contrôles internes voulus par la DGFIP.

Au regard des éléments analysés et des réponses formulées par les agents, les constats posés ne peuvent être considérés comme des situations isolées ou individuelles. Ils s'inscrivent dans un contexte de dégradation des conditions de vie au travail à la DGFIP, marqué par une surcharge de travail chronique, des organisations de service fragilisées par les suppressions d'emplois, les relocalisations et le NRP, et des pratiques managériales pouvant générer des situations de stress, de mise sous pression et de perte de sens du travail.

La CGT Finances publiques 77 a porté plusieurs alertes en matière de risques psychosociaux à la connaissance de la Directrice du 77. Ces alertes doivent être prises en compte à la hauteur de leurs conséquences sur la santé des agents, sur le fonctionnement collectif des services et sur la qualité du service public rendu. Les données recueillies et les situations décrites par les agent(e)s appellent donc une réponse structurelle de l'administration et non des ajustements ponctuels.

Dans ce contexte, la CGT Finances Publiques 77 rappelle ses revendications constantes :

- l'amélioration effective des conditions de vie et de travail des agent(e)s, passant notamment par des effectifs suffisants, la réimplantation des missions supprimées, une organisation du travail réaliste,
- la lutte contre toutes les formes de management toxique ou délétère, avec la mise en place de dispositifs de prévention, d'alerte et de traitement réellement protecteurs pour les agent(e)s,
- la reconnaissance salariale du travail des agent(e)s, indispensable pour restaurer l'attractivité des métiers et la reconnaissance de leur engagement quotidien.

Il apparaît indispensable que l'administration prenne pleinement la mesure des situations des agent(e), engage des mesures correctives rapides et **ouvre un travail de fond avec les représentants du personnel**. Ce travail permettra de garantir un environnement de travail respectueux de la santé des agent(e)s et des valeurs du service public. Sans cela, les situations de mal-être, de désorganisation des services et de perte de sens du travail risquent de perdurer, au détriment à la fois des agents et de la mission de service public portée par la DGFIP.

La CGT Finances publiques 77 militera en ce sens et continuera à défendre les droits, les conditions de travail et la santé des agent(e)s sur le territoire.

NE RESTEZ PAS ISOLE(E), CONTACTEZ LA CGT FINANCES PUBLIQUES 77

Contact : cgt.ddfip77@dgifp.finances.gouv.fr / +33 6 18 63 95 54